

» Cette majoration ne peut toutefois excéder 5.000 francs par mois d'activité prestée dans la société par chacune des personnes précitées. »

Art. 4. Les mots « à charge d'un même redevable » sont supprimés à l'article 14, § 2, de la loi du 15 octobre 1945 et à l'article 13, § 3, de la loi du 16 octobre 1945.

Art. 5. Le deuxième alinéa du § 3 de l'article 1^{er} de la loi du 15 octobre 1945 est remplacé comme suit :

« Par dérogation au § 1^{er}, les personnes indiquées au § 1^{er}, 2^e, littéras a et b, de l'article 25 des lois coordonnées précitées, de même que les représentants de commerce autonomes qui étaient déjà au service de firmes ennemies avant le 10 mai 1940, ne sont passibles de l'impôt spécial que dans la mesure où leurs rémunérations dépassent une rémunération normale. »

Art. 6. Le deuxième alinéa du § 2 de l'article 6 de la loi du 15 octobre 1945 et le deuxième alinéa du § 1^{er} de l'article 13 de la loi du 16 du même mois sont complétés comme suit :

« Toutefois, s'il s'agit d'impôts indûment perçus après réception d'un avertissement-extrait de rôle ou d'un avis de cotisation à titre conservatoire, les intérêts moratoires sont dus au taux de 4 p. c. l'an depuis le lendemain du jour des paiements jusqu'au lendemain du jour de la réception de l'avis annonçant la mise à la disposition de l'intéressé du montant du dégrèvement.

» Les dispositions du présent article sont applicables quelle que soit la date des restitutions qui y sont visées.

» Sont validées, les attributions d'intérêts moratoires au taux de 5 p. c. effectuées antérieurement à la publication de la présente loi. »

Art. 7. Les cotisations établies contrairement aux dispositions qui précèdent seront revisées d'office.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1949.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Finances,

Vanwege de Regent :
De Minister van Financiën,

G. EYSKENS.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeled :
De Minister van Justitie,

H. MOREAU DE MELEN.

30 MAI 1949.

Loi instaurant des mesures exceptionnelles et interprétatives en matière d'impôts directs (1).

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,

Le Roi Léopold III se trouvant, par le fait de l'ennemi, dans l'impossibilité de régner,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'article 61, § 3, des lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948 (2), est complété par la disposition suivante :

« La réclamation dirigée contre un impôt établi sur des éléments contestés vaut d'office pour les autres impôts établis sur les mêmes éléments, alors même que serait exprimé les délais légaux de réclamation contre ces derniers impôts. »

(1) Session 1948-1949.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, n° 323, du 30 mars 1949. — Rapport, n° 359, du 7 avril 1949. — Amendements, : n° 368, du 12 avril 1949, et n° 372, du 12 avril 1949.

Annales parlementaires. — Séance du 13 avril 1949.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Texte du projet de loi, n° 264. — Rapport, n° 318, du 5 mai 1949. — Amendement, n° 390, du 19 mai 1949.

Annales parlementaires. — Séance du 19 mai 1949.

(2) *Moniteur belge* du 21 janvier 1948.

30 MEI 1949.

Wet houdende exceptionele en interpretatieve maatregelen inzake directe belastingen (1).

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,

Konink Leopold III, door 's vijands toedoen, zich in de onmogelijkheid bevindende om te regeren,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 61, § 3, der wetten betreffende de inkomstenbelastingen, samengeordend bij het besluit van de Regent van 15 Januari 1948 (2), wordt met het volgende aangevuld :

« Het bezwaarschrift gericht tegen een belasting gevestigd op betwiste bestanddelen, geldt van ambtswege voor de andere op dezelfde bestanddelen gevestigde belastingen, zelfs dan wanneer de wettelijke termijnen tot reclamatie tegen deze laatste belastingen zouden verstreken zijn. »

(1) Zitting 1948-1949.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Memorie van toelichting en tekst van wetsontwerp, n° 323, van 30 Maart 1949. — Verslag, n° 359, van 7 April 1949. — Amendementen : n° 368, van 12 April 1949, en n° 372, van 12 April 1949.

Parlementaire Handelingen. — Vergadering van 13 April 1949.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Tekst van het wetsontwerp, n° 264. — Verslag, n° 318, van 5 Mei 1949. — Amendement, n° 390, van 19 Mei 1949.

Parlementaire Handelingen. — Vergadering van 19 Mei 1949.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 21 Januari 1948.

Art. 2. L'article 61, § 6, des mêmes lois est complété par la disposition suivante :

« Même après l'expiration du délai de réclamation, le directeur des contributions directes accorde d'office dégrèvement des surtaxes résultant d'erreurs matérielles imputables à un agent de l'administration ou d'un double emploi. Si l'impôt a déjà été payé, la restitution en est ordonnée jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans prenant cours à la date de la recette. »

Art. 3. Est remboursée d'office et ordonnée jusqu'au 31 décembre 1949, la partie des impôts retenus à la source sur les rémunérations visées à l'article 25, § 1^{er}, 2^o, des mêmes lois pendant les années 1940 à 1947, qui dépassé le montant des impôts réellement dus.

Art. 4. Le Ministre des Finances peut faire appel au concours de fonctionnaires et agents pensionnés de l'administration des contributions directes en vue de l'exécution de certains travaux résultant de l'application des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Il peut commissioner certains de ces fonctionnaires à un grade supérieur, en vue de l'application des dispositions des articles 62, 63 et 64 des lois susdites.

Le Roi fixe les rémunérations qui seront allouées aux fonctionnaires et agents précités; à cet effet, il peut déroger aux dispositions de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934, apportant des modifications à la législation sur les pensions, et à l'article 17, modifié, de la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des Comptes (1).

Art. 5. § 1^{er}. Sont abolies toutes prescriptions et déchéances frappant les réclamations relatives aux impôts directs établis pour les exercices fiscaux 1939 à 1946 inclus, soit sur des bénéfices affectés à l'amortissement de dommages de guerre dans la mesure où ceux-ci seront reconnus comme pertes définitives à défaut de réparation intégrale, soit sur des plus-values résultant de l'obtention d'indemnités de réquisition en propriété d'immeubles et d'outillages professionnels.

Il est établi un nouveau délai de réclamation de six mois, prenant cours du jour de la publication de la présente loi ou du jour de la fixation de l'indemnité définitive de réparation concernant les biens affectés à l'exercice d'une activité professionnelle ou de l'exclusion définitive du bénéfice de la réparation, si cette fixation ou cette exclusion est postérieure à la publication de la présente loi.

§ 2. Si la cotisation dont la révision est sollicitée a déjà donné lieu à une décision judiciaire passée en force de chose jugée, la réclamation sera instruite par le directeur des contributions qui la transmettra ensuite avec ses considérations et avis à la Cour d'appel compétente pour nouvelle décision.

Art. 6. L'article 32, § 1^{er}, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32. A titre transitoire et même si les délais prévus pour l'introduction d'une réclamation sont expirés, les pertes subies depuis 1938 sont éventuellement portées en déduction des revenus des années 1945 à 1949 inclusivement ou des exercices comptables clôturés pendant les dites années. »

Art. 7. L'article 55, § 4, de la loi du 20 août 1947 (2) apportant des modifications : a) aux lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise; b) aux lois et arrêtés relatifs aux taxes spéciales assimilées aux impôts directs, doit être interprété comme suit :

« L'article 4 de la loi du 12 mai 1947 (3), apportant des modifications au montant de la taxe professionnelle, de la contribution nationale de crise et de l'impôt complémentaire personnel et les dispositions auxquelles cet article se réfère restent applicables aux cotisations de l'exercice 1947. »

Art. 8. La réduction prévue à l'article 35, § 10, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, est portée aux quatre cinquièmes pour les impôts de l'exercice 1949, sauf en ce qui concerne les impôts dus par rappel de droits pour les exercices antérieurs.

Art. 9. Pour l'application des lois concernant les impôts directs aux revenus cadastraux afférents aux immeubles industriels par

Art. 2. Artikel 61, § 6, van dezelfde wetten wordt aangevuld door de volgende bepaling :

« Zelfs na het verstrijken van de termijnen voor bezwaarschrift verleent de directeur der directe belastingen ambtshalve ontlasting van de overbelastingen die uit een dubbele belasting voortvloeien, of uit materiële fouten welke aan een agent van de administratie toe te schrijven zijn. Indien de belasting reeds betaald werd, wordt de terugbetaling er van bevolen, tot het verstrijken van een termijn van drie jaar, die aanvang neemt op de datum van de ontvangst. »

Art. 3. Wordt van ambtswege terugbetaald en geordonneerd tot 31 December 1949, het gedeelte van de tijdens de jaren 1940 tot 1947 aan de bron ingehouden belastingen op de in artikel 25, § 1, 2^o, van dezelfde wetten bedoelde bezoldigingen, dat het bedrag van de werkelijk verschuldigde belastingen te boven gaat.

Art. 4. De Minister van Financiën kan, met het oog op de uitvoering van zekere werkzaamheden voortvloeiende uit de toepassing der samengeoördende wetten betreffende de inkomstenbelastingen, beroep doen op de medewerking van op pensioen gestelde ambtenaren en beambten van de administratie der directe belastingen.

Hij kan, met het oog op de toepassing van de bepalingen der artikelen 62, 63 en 64 van voornoemde wetten, sommigen van deze ambtenaren tot een hogere graad committeren.

De Koning stelt de bezoldigingen vast, welke aan de voormelde ambtenaren en beambten zullen toegekend worden; te dien einde kan hij afwijken van de bepalingen van het koninklijk besluit n° 16 van 15 October 1934, waartij wijzigingen worden gebracht aan de wetgeving op de pensioenen en aan het gewijzigd artikel 17 der wet van 29 October 1846, betreffende de inrichting van het Rekenhof (1).

Art. 5. § 1. Worden opgeheven alle verjaringen en vervallenverklaringen waardoor getroffen werden de bezwaarschriften met betrekking tot directe belastingen gevestigd over de fiscale dienstjaren 1939 tot en met 1946, hetzij op winsten aangewend tot de afschrijving van oorlogsschade, voor zover deze laatste bij gebreke van integrale vergoeding als definitief verlies zal erkend worden, hetzij op meerwaarden voortvloeiende uit de verkrijging van vergoedingen wegens opslagen in eigendom van bedrijfsimmobilien en -uitrusting.

Een nieuwe reclamatietermijn van zes maanden wordt vastgesteld, te rekenen van de dag waarop deze wet is bekendgemaakt of van de dag van de vaststelling van de definitieve vergoeding voor herstel betreffende de goederen aangewend tot de uitoefening van een bedrijfsactiviteit, of van de definitieve uitsluiting van het genot der herstelling, indien deze vaststelling of deze uitsluiting dagtekt van na de bekendmaking dezer wet.

§ 2. Indien de aanslag waarvan de herziening wordt aangevraagd, reeds afleiding heeft gegeven tot een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing, zal het bezwaarschrift onderzocht worden door de directeur der belastingen, die het daarna met zijn overwegingen en advies zal toezenden aan het bevoegde Hof van beroep voor nieuwe beslissing.

Art. 6. Artikel 32, § 1, alinea 3, van de samengeoördende wetten betreffende de inkomstenbelastingen, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 32. Bij wijze van overgangsmaatregel en zelfs wanneer de termijnen bepaald voor de indiening van een bezwaarschrift verstreken zijn, worden de sedert 1938 geleden verliezen eventueel in mindering gebracht van de inkomsten der jaren 1945 tot 1949 inbegrepen, of der boekjaren afgesloten gedurende gezegde jaren. »

Art. 7. Artikel 55, § 4 der wet van 20 Augustus 1947 (2) waarbij wijzigingen worden gebracht : a) aan de wetten en besluiten betreffende de inkomstenbelastingen en de nationale crisisbelasting; b) aan de wetten en besluiten betreffende de met de directe belastingen gelijkgestelde speciale taxes, dient als volgt uitgelegd te worden :

« Artikel 4 der wet van 12 Mei 1947 (3) houdende wijzigingen in het bedrag van de bedrijfsbelasting, van de nationale crisisbelasting en van de aanvullende personele belasting en de bepalingen naar welke dit artikel verwijst, blijven toepasselijk op de aanslag voor het dienstjaar 1947. »

Art. 8. De bij artikel 35, § 10, van de samengeoördende wetten betreffende de inkomstenbelastingen voorziene vermindering wordt op vier vijfden gebracht voor de belastingen van het dienstjaar 1949, behoudens wat de belastingen betreft welke bij navordering van rechten voor vroegere dienstjaren verschuldigd zijn.

Art. 9. Voor de toepassing van de wetten betreffende de inkomstenbelastingen op de kadastrale inkomens met betrekking tot de

(1) *Moniteur belge* des 15-16 octobre 1934.

(2) *Moniteur belge* du 28 août 1947.

(3) *Moniteur belge* du 25 mai 1947.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 15-16 October 1934.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 28 Augustus 1947.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 25 Mei 1947.

nature et par destination, les dits revenus s'élèvent à partir de l'année 1949 à 150 % du montant qui doit être porté dans l'allivrement cadastral.

Art. 10. La date du 30 juin 1949 inscrite au second alinéa de l'article 6 de la loi du 24 décembre 1948 (1), relative aux droits et privilèges du Trésor en matière d'impôts directs et taxes y assimilées, est remplacée par celle du 31 décembre 1949.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1949.

industriële onroerende goederen van nature en door bestemming, bedragen gezegde inkomens van het dienstjaar 1949 af, 150 % van het bedrag dat in de kadastrale bescheiden moet ingeschreven worden.

Art. 10. De datum van 30 juni 1949 vermeld in het tweede lid van artikel 6 der wet van 24 December 1948 (1), betreffende de rechten en voorrechten van de Schatkist inzake directe belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes, wordt vervangen door die van 31 December 1949.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, de 30 Mei 1949.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Finances,

Vanwege de Regent :
De Minister van Financiën,

G. EYSKENS.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

H. MOREAU DE MELEN.